



**PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Bureau de CRHH du
28 juin 2022**

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Ordre du jour

- 1) Production HLM dans les communes comptant plus de 40% de logements sociaux
- 2) Plan de relance Palulos : état d'avancement
- 3) Avancement de la programmation LLS
- 4) Appels à projets en cours (MBS et démolition)
- 5) Parc privé

1- Production HLM dans les communes comptant plus de 40% de logements sociaux

Encadrement de la production HLM dans les communes comptant + de 40 % de LLS

- **Cadre national** :
 - Proposition issue du **comité interministériel des villes du 29 janvier 2021** : nécessité d'assurer les conditions d'une mixité sociale dans les communes fortement dotées en habitat social
 - Principe réaffirmé dans **les lettres de programmation FNAP 2021 et 2022** ainsi que dans la **circulaire conjointe des ministres de la Ville et du Logement du 11 mai 2021**
- **Déclinaison des enjeux** :
 - Offre nouvelle = enjeu de **renouvellement du parc de logement et de diversification de l'offre, permettant d'améliorer la mixité sociale**
 - => **Examen approfondi des agréments PLUS/PLAI** dans les communes dont le taux de LLS est **supérieur à 40 %** (PLS non concernés)
 - Exemples de situations où l'agrément reste possible après examen d'opportunité : **reconstitution de l'offre démolie en quartiers ANRU, traitement des îlots dégradés et de l'habitat indigne, résidences pour publics spécifiques (jeunes, EHPAD, étudiants...), logements en ULS (outil de diversification de long terme), proximité d'un nouvel équipement de transport structurant, nouveau quartier mixte, diversification des typologies...**
- **Identification des communes concernées** : définition **RPLS au 1^{er} janvier 2021**

Encadrement de la production HLM dans les communes comptant + de 40 % de LLS

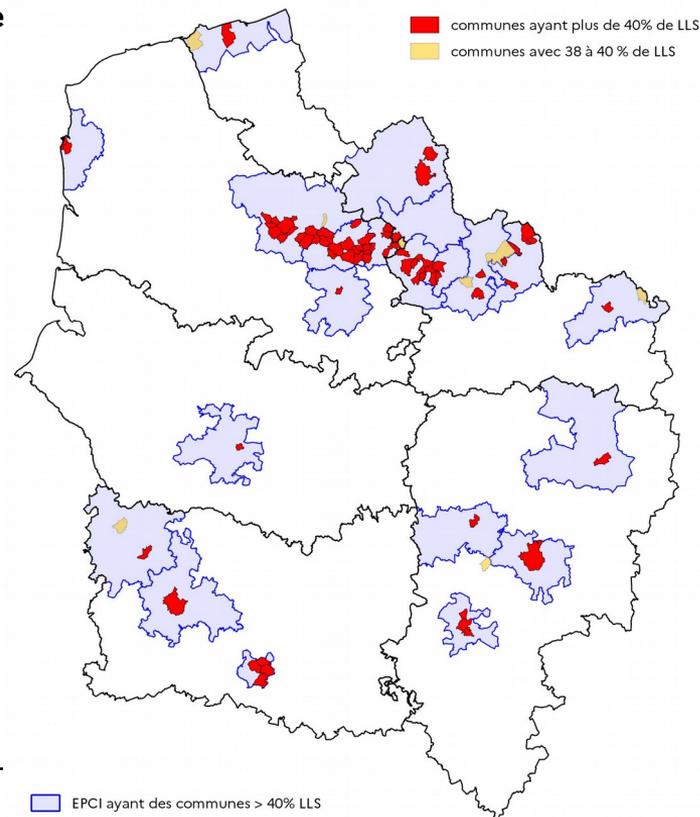
Etat des lieux en région Hauts-de-France

- France entière : **232 communes**
- **71 dans les Hauts-de-France** soit **30 % des communes concernées au niveau national**
- Majorité des communes situées dans le **Pas-de-Calais (34 communes)** et le **Nord (24 communes)**, soit **1/4 des communes françaises concernées localisées sur ces 2 départements**
- Concentration importante dans le **bassin minier**, en raison du passage de l'ancien patrimoine minier sous statut HLM en 2014
- Majorité de communes < 10 000 habitants (48)
- Majorité de communes en zone B2 (59)

Nombre de communes par département	
02	6
59	24
60	6
62	34
80	1
TOTAL	71

Nombre de communes par Zone	
A	0
B1	8
B2	59
C	4
TOTAL	71

Nombre de communes par nombre d'habitants	
> 10 000	23
5000 – 10000	30
< 5000	18
TOTAL	71



Encadrement de la production HLM dans les communes comptant + de 40 % de LLS

Février 2021 : réunion d'un groupe de travail associant

- 6 services déconcentrés de l'État : **DREAL + 5 DDT(M)** ;
- 12 collectivités territoriales et EPCI : **Région HDF, conseils départementaux (59, 60, 62), 7 EPCI délégataires des aides à la pierre (CA Beauvaisis, CABBALR, CA Boulonnais, CA Valenciennes Métropole, CU Arras, CU Dunkerque, Grand Soissons Agglomération), Ville de Saint Quentin ;**
- 5 représentants du 2^e collège du CRHH : **Action Logement Services, EPF des Hauts de France, EPF local des territoires de l'Aisne et de l'Oise, FNAIM, URH**
- 2 représentants du 3^e collège du CRHH : **FAS, URAF**

Constats partagés par le groupe de travail :

- **importance de la mixité sociale** dans les politiques locales de l'habitat ;
- pas de situation-type : **la mise en œuvre de mesures indifférenciées d'encadrement de la production LLS ne permettrait pas de prendre en compte les spécificités des territoires.**

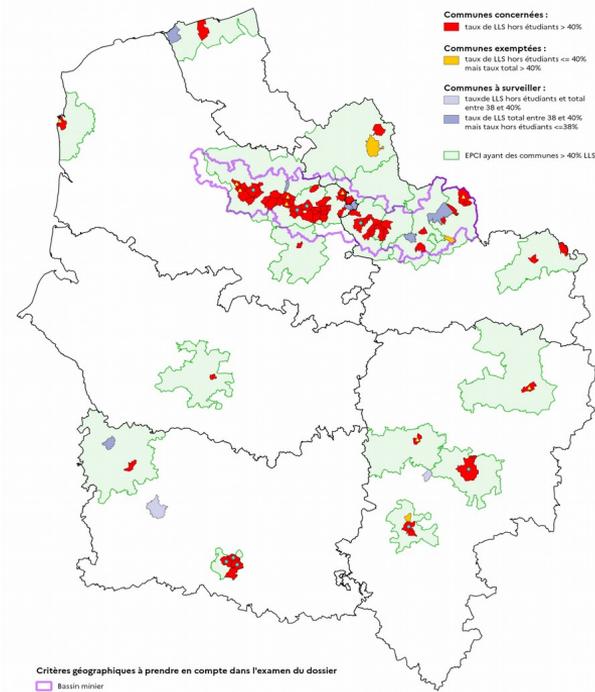
=> Proposition de définir une doctrine régionale facilitant l'examen approfondi des opérations au cas par cas.

Encadrement de la production HLM dans les communes comptant + de 40 % de LLS

Proposition de doctrine régionale :

- **possibilité d'exempter du dispositif** les communes pour lesquelles le dépassement du taux de 40 % est du à une **forte proportion de logements étudiants** ;
- **attention particulière** à porter aux **communes dont le taux approche des 40 %** ;
- **nécessité d'assouplir ponctuellement et de façon limitée l'encadrement** : attention particulière à porter aux projets d'opérations situés sur certains secteurs géographiques, **sans que ceux-ci ne constituent en tant que tels un critère d'exemption** :
 - **programmes de redynamisation (ACV, ORT, PVD)** : examen attentif au cas par cas, notamment lorsque les opérations contribueraient à la revitalisation du centre-ville ;
 - **périmètre du bassin minier** : notamment opérations en acquisition-amélioration dans la mesure où elles contribuent au traitement de l'habitat indigne ou dégradé ;

Doctrine régionale "Limitation de la production HLM dans les communes comptant plus de 40 % de LLS"



Encadrement de la production HLM dans les communes comptant + de 40 % de LLS

Grille d'analyse :

= outil d'aide l'appréciation locale de l'opportunité du projet, autour de **critères permettant de contextualiser la décision** :

- Implantation de l'opération dans son environnement ;
- Pertinence de l'opération par rapport à la demande en logement ;
- Positionnement de l'opération dans les politiques locales de l'habitat ;
- Inscription de l'opération dans une perspectives d'habitat durable et d'objectif ZAN.

=> La complétude de la grille d'analyse permettra de répondre aux sollicitations futures de la DHUP, amenée à assurer un suivi régulier du dispositif dans le cadre du CIV et à expliciter les situations ayant motivé l'octroi d'agréments sur les communes concernées.

Argumentaire bailleur pour l'examen d'une demande dans une commune disposant de plus de 40% de LLS

Commune :	
Adresse de l'opération :	
Consistance de l'opération :	
Modes de dévolution VEFA ou maîtrise d'ouvrage direct	
Niveau au regard émissions	
Nombre de logements locatifs sociaux prévus	
Programme locatifs envisagés PLUS PLU et PLU S PSLA	
Type(s) envisagés	
Opérationnalité	
Marché foncier (date acquisition du foncier)	
Permis déposés ? Décret ? Titre	
Contenu de l'opération (signé dans le cadre des VEFA (date de signature)	
Niveau d'investissement	
Quota du chantier	
Etat d'AT prévisionnels	
Implantation de l'opération dans son environnement :	
Distance de l'opération par rapport au centre ville :	
Détailier offre présente en services et équipements :	
Distance par rapport aux transports en commun (Gare, bus, BHNS...)	
Distance par rapport aux potentiels sites d'emploi (préciser lesquels)	
Positionnement de l'opération par rapport au développement de l'habitat durable et au ZAN :	
Démolitions intervenues au cours des 5 dernières années sur la commune et notamment en LLS	
Logement sociaux financés au cours des 5 dernières années sur la commune	
Vacance présente sur la commune et notamment en LLS	
Opération fait elle partie d'une opération globale (démolitions, reconstruction, offre privée développée)	
Opération vient elle s'implanter en réinsertion d'habitat ancien dégradé, friche urbaine	
La commune est elle concernée par un programme NPNRU ERM ACV ? Si oui détailler le programme envisagé (logements réhabilités, démolis, construction neuve)	
Densité proposée dans l'opération :	
Forme habitat développée : individuel collectif, intermédiaires	
Performance thermique envisagée	

2- Plan de relance Palulos : état d'avancement

Avancement Plan de Relance 2022 – Volet réhabilitation du parc locatif social

Rappel : enveloppe régionale de **18 M€ d'AE** visant à financer la réhabilitation de **1 808 logements**
= **21 % de l'objectif national** - **2^e dotation régionale** après l'Île-de-France

Contexte 2022 :

- des objectifs et enveloppes très inférieurs à l'année 2021, mais l'ensemble des objectifs et crédits ont été notifiés en début d'année => objectif de programmer les opérations dont l'engagement est certain ;
- signalements de difficultés liées au contexte économique ;
- questions remontées suite aux contrôles menés par la commission européenne.

=> Précisions apportées par la DHUP :

- **Calendrier de réalisation des travaux** :

- confirmation de la **signature de l'ordre de service pour le commencement des travaux avant le 31/12/2022**, la sélection pouvant être opérée dès le début d'année sur les opérations certaines ;
- l'**article D.323-8 du CCH** ne prévoit plus de délai de six mois à compter de la décision d'octroi de subvention pour débiter les travaux ;
- il prévoit toujours en revanche que **les travaux doivent être achevés dans un délai de deux ans** à compter de la décision d'octroi de subvention. Une **prorogation de ce délai** peut être accordée par le préfet de département **dans la limite d'un an**.

Avancement Plan de Relance 2022 – Volet réhabilitation du parc locatif social

- **Non-report des AE 2021 :**
 - confirmation du CBCM et de la direction du budget que **les AE 2021 rendues disponibles en 2022 suite à une annulation ne sont pas recyclables => toute annulation d'opération 2021 entraîne la perte des AE correspondantes en territoire non délégué ;**
 - => importance d'éviter toute annulation.
- => Préconisation d'instruire les dossiers lorsque toutes les pièces ont été transmises, y compris les pièces relatives à la concertation locative.
- **Atteinte du niveau de performance énergétique prévu après travaux :**
 - Rappel : les opérations 2022 doivent faire l'objet d'un **audit énergétique avant travaux**, basé sur la méthode TH-C-E-Ex ou 3 CL DPE 2021 au choix du bailleur social ;
 - Vérification du niveau de performance atteint après travaux : **la production de l'audit énergétique avant travaux et la transmission des pièces permettant de justifier la réalisation des travaux préconisés dans cet audit semblent en première approche suffisants pour justifier l'atteinte de la performance énergétique (= position DHUP en cours de stabilisation).**

Avancement Plan de Relance 2022 – Volet réhabilitation du parc locatif social

- **Autres questions soulevées suite aux contrôles de la commission européenne :**
 - Publicité : le **logo de l'UE doit être inséré aux décisions de financement** prises par les services instructeurs. La DHUP doit transmettre un message spécifique précisant le mode opératoire et le logo à insérer ;
 - Contrôles au démarrage des travaux : confirmation du **caractère suffisant du contrôle sur pièces - pas de nécessité de contrôle physique** du démarrage des travaux ;
 - Contrôle de l'absence de subvention FEDER : confirmation qu'elle est **vérifiée dans le cadre de l'instruction du plan de financement prévisionnel** - pas de pièce supplémentaire à solliciter.

Avancement Plan de Relance 2022 – Volet réhabilitation du parc locatif social

Plan de relance - restructurations ou réhabilitations lourdes de logements locatifs sociaux

Source : Infocentre SISAL 3 - Plan de relance

Date de mise à jour du document : 23/06/2022

Région	Nb logts après travaux PALULOS	Objectif en nombre de logements après travaux	Taux de réalisation du nombre de logements après travaux	Mt subvention état (net)	Dotations régionale 2022 en AE	Taux AE consommées
Provence-Alpes-Côte d'Azur	46	125	37%	460 000 €	1 247 822 €	37%
Nouvelle-Aquitaine	83	230	36%	830 000 €	2 300 705 €	36%
Auvergne-Rhône-Alpes	263	916	29%	734 995 €	9 164 548 €	8%
Bourgogne-Franche-Comté	42	418	10%	420 000 €	4 178 567 €	10%
Hauts-de-France	131	1 808	7%	1 441 000 €	18 077 940 €	8%
Bretagne		121			1 208 910 €	
Centre-Val de Loire		216			2 162 242 €	
Grand Est		1 778			17 781 682 €	
Ile-de-France		2 216			22 163 650 €	
Normandie		358			3 578 975 €	
Occitanie		185			1 850 066 €	
Pays de la Loire		207			2 067 654 €	
Réserve nationale disponible		2			19 837 €	
Somme :	565	8 580	7%	3 885 995 €	85 802 598 €	5%

Au 23 juin 2022 :

- 5 régions sur 12 ont engagé des opérations

- le taux de logements financés en région Hauts-de-France (7%) atteint désormais la moyenne nationale

Avancement Plan de Relance 2022 – Volet réhabilitation du parc locatif social

Suivi régional Hauts de France PALULOS Relance 2022
Source : Infocentre SIAL 3 – Plan de relance – MAJ 27/06/22

Code Dép.	Département	Programme en CRHH (05/04/2022)				Perspectives	DEPOSE DAN S SPLS/GALION	IN STRUIT DAN S SPLS/GALION	Opérations financées, lancées, livrées, soldées			SUIVI BUDGETAIRE
		Nombre de logements	Enveloppe financière	dont reliquats délégataires mobilisables en 2022	Enveloppe prévisionnelle hors reliquats délégataires	Nb de logements (après travaux) remontés dans l'enquête de février 2022	Nb de logements après travaux, avec étiquette F ou G avant travaux uniquement	Nombre de logements en statut "instruit" (=AE en cours d'engagement)	Nombre de logements	dont en QPV (NPNRU national, régional et QPV hors PRU)	Montant prévisionnel de la subvention	Montant des crédits délégés à date
02	Aisne	297	2 968 189 €	0 €	2 968 189 €	1022	603	106	131		1 441 000 €	2 968 189 €
59	Nord	786	7 862 809 €	374 460 €	7 485 540 €	2287	607	2	0	0	0 €	3 742 770 €
60	Oise	232	2 324 533 €	0 €	2 324 533 €	502	488	113	0	0	0 €	1 162 267 €
62	Pas de Calais	341	3 409 958 €	0 €	3 404 000 €	821	309		0	0	0 €	1 702 000 €
80	Somme	151	1 512 450 €	0 €	1 512 450 €	52	7		0		0 €	1 512 450 €
Total Hauts-de-France		1808	18 077 939 €	374 460 €	17 694 712 €	4684	2014	221	131	0	1 441 000 €	11 087 676 €

	Nombre de logements autorisés	Enveloppe financière
Total	1808	18 077 940 €

131 logements « financés » = AE engagées
+ 221 logements « instruits » = AE en cours d'engagement (décision de financement éditée, en cours de signature)
Soit 352 logements subventionnés = 19 % de l'objectif

3- Avancement de la programmation LLS

Avancement de la programmation LLS 2022

Plan de financement et nb de logts des opérations financées en 2022- Tous LLS - hors ANRU

Source : Infocentre SISAL 3 - Univers détaillé - Document actualisé le 23 juin 2022

Région	PLAI	PLUS	PLS	TOTAL LLS	Total LLS obj 2022	Taux de réalisation
Bourgogne-Franche-Comté	64	148		212	2 971	7,14%
Pays de la Loire	167	285	130	582	8 497	6,85%
Nouvelle-Aquitaine	267	317	70	654	11 443	5,72%
Ile-de-France	212	218	930	1 360	31 377	4,33%
Grand Est	108	23	138	269	6 801	3,96%
Centre-Val de Loire	23	54	32	109	2 815	3,87%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	213	52	34	299	12 285	2,43%
Auvergne-Rhône-Alpes	82	130	122	334	14 165	2,36%
Occitanie	19	43	192	254	13 341	1,90%
Hauts-de-France	32	67	12	111	11 296	0,98%
Corse	4			4	521	0,77%
Normandie	6	10	6	22	3 068	0,72%
Bretagne	2	3	28	33	6 420	0,51%
Total	1 199	1 350	1 694	4 243	125 000	3,39%

Rappel objectifs régionaux :

11 296 LLS dont

- 3 492 PLAII

- 4 642 PLUS

- 3 162 PLS

111 logements financés au
23/06/22

Région Hauts-de-France = **10^e**
région en termes de taux de
réalisation, inférieur de plus
de 2 points à la moyenne
nationale.

Avancement de la programmation LLS 2022

Source : Infocentre SISAL 3 - Comparatif 2021-2022 - Nombre de LLS Financés Région Hauts-de-France.

Date de mise à jour du document : 27/06/2022

			Nombre de LLS financés			
			Au 30/06/2021	Taux de réalisation	Au 27/06/2022	Taux de réalisation
02	02691	CA du Saint-Quentinois	0	0,00%	0	0,00%
	02722	Grand Soissons Agglomération	0	0,00%	0	0,00%
	DD002	DDT Aisne	0	0,00%	80	24,10%
		TOTAL 02	0	0,00%	80	12,84%
59	59178	CA Douaisis Agglo	0	0,00%	0	0,00%
	59183	CU de Dunkerque	0	0,00%	0	0,00%
	59350	Métropole Européenne de Lille	0	0,00%	0	0,00%
	59392	CA Maubeuge Val de Sambre	0	0,00%	22	5,99%
	59606	CA Valenciennes Métropole	32	10,77%	0	0,00%
	59632	CA de la Porte du Hainaut	30	16,26%	0	0,00%
	DD059	DDTM Nord	36	5,64%	0	0,00%
		TOTAL 59	108	2,27%	22	0,41%
60	60057	CA du Beauvaisis	0	0,00%	0	0,00%
	60159	CA de la Région de Compiègne et de la Basse Automne	0	0,00%	0	0,00%
	DD060	DDT Oise	15	1,10%	9	0,87%
		TOTAL 60	15	0,91%	9	0,69%
62	62041	CU d'Arras	28	6,31%	0	0,00%
	62119	CA de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane	0	0,00%	0	0,00%
	62160	CA du Boulonnais	0	0,00%	0	0,00%
	62498	CA de Lens - Liévin	0	0,00%	0	0,00%
	DD062	DDTM Pas de Calais	149	14,87%	0	0,00%
			TOTAL 62	177	7,56%	0
80	80021	CA Amiens Métropole	0	0,00%	0	0,00%
	DD080	DDTM Somme	0	0,00%	0	0,00%
		TOTAL 80	0	0,00%	0	0,00%
		TOTAL Hauts de France	290	3,06%	111	0,98%

30/06/21 : 290 logements financés sur 6 territoires : CAVM, CAPH, DDTM 59, DDT 60, CUA et DDTM 62
Soit 3 % de l'objectif.

27/06/22 : 111 logements financés sur 3 territoires : DDT 02, CAMVS et DDT 60
Soit 1 % de l'objectif.

=> Temps d'échange au sein du bureau

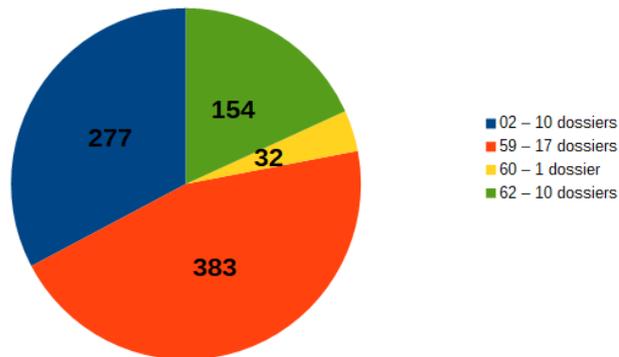
4- Appels à projets en cours

Appels à projets 2022 – Dossiers déposés

Appel à projet Démolitions

- 38 dossiers déposés pour **846 logements**
- Enveloppe FNAP = **1 350 216 €**
soit **329 logements** x 4104 €
(augmentation de 61 % par rapport à 2021)
- Jury de sélection prévu le **lundi 4 juillet**

Appel à projets Démolitions 2022 - Nombre de logements déposés



Critères nationaux :

- localisation en **zone B2 ou C**
- **absence de financement ANRU** ou de localisation **sur des périmètres PNRU et NPNRU**
- instruction selon dispositions de la **circulaire n°2001-77 du 15 novembre 2001**
- instruction dans SPLS-Galion

Critères régionaux :

- **niveau d'avancement suffisant** pour justifier un engagement de la subvention en 2022
- dépôt préalable du **dossier d'intention de démolir**
- inscription de la démolition dans un **projet de territoire**, devenir des terrains libérés
- **niveau de vacance** du parc
- **vétusté ou perte d'usage** du bâtiment
- **inopportunité d'une réhabilitation** (coûts disproportionnés)
- **calendrier et qualité du relogement** des ménages
- niveau et qualité de la **reconstitution de l'offre**

Appels à projets 2022 – Dossiers déposés

Appel à projet Matériaux biosourcés

- 14 dossiers déposés pour **327 logements (266 PLUS/PLAI)**
- Enveloppe FNAP = **400 000 €**
enveloppe nécessaire selon estimation, environ 800 000 €.
- Jury de sélection prévu le **Mercredi 6 juillet matin**

Critères d'éligibilité :

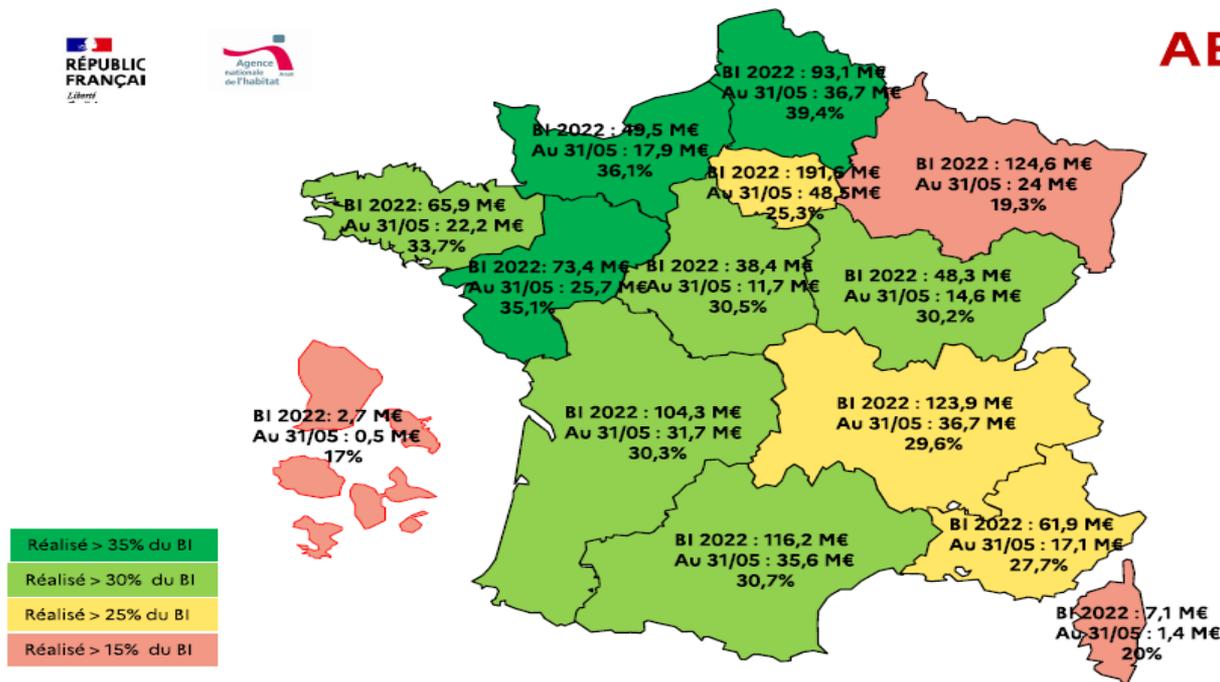
- ne concerne que les logements PLUS et PLAI en programmation 2022,
- opérations de construction neuve ou des opérations en acquis-améliorés, hors ANRU,
- Les logements doivent atteindre un niveau 2 ou 3 du label bâtiment biosourcé (arrêté de 2012) avec un financement de 5 000 ou 7 000 €/logement. Mais il n'y a aucune obligation à être labellisé (10 à 12 logements max/opérations),
- Le bilan carbone reste exigé (précision pour les opérations qui ne seraient pas encore soumises à la RE 2020).

	2017	2018	2019	2020	2021
Thématique	E+C-	E+C-	E+C-/MBS	Maquette numérique et MBS	MBS
Montant de l'enveloppe disponible	400 000 €	400 000 €	250 000 € et 370 000 €	500 000 €	430 000 €
Montant de l'enveloppe dépensée	144 000 €	232 000 €	620 000 €	56 000 €	399 000 €
Nombre d'opérations reçues	13	11	15	2	8
Nombre d'opérations retenues	6	7	13	2	6

5- Parc privé

Bilan national des consommations d'Autorisation d'Engagement au 31/05/2022

AE globales



Les crédits délégués à ce jour sont de **569,1 M€***

322 M€* sont engagés au 31 mai soit **29%** du budget initial

**hors Humanisation et RHI*

Bilan des aides classiques de l'Anah en région

Nombre de logements rénovés toute priorité confondue au 01/06/2022

01/06/22	TOUTE PRIORITÉ		
Territoires de gestion	logements rénovés	montants des travaux éligibles (HT)	Part du territoire/Région
02. Agglomération du St Quentinnois	29	398 388 €	0,97%
02. CA SOISSONNAIS	28	826 108 €	0,94%
02. DDT de l'Aisne	222	7 282 193 €	7,44%
AISNE	279	8 504 689 €	9,36%
59. CA DOUAISSIS	25	581 032 €	0,84%
59. CA PORTE HAINAUT	55	1 523 345 €	1,84%
59. MEL EUROPEENNE DE LILLE	573	13 150 424 €	19,22%
59. VALENCIENNES METROPOLE	182	4 831 382 €	5,43%
59. CA Maubeuge-Val de Sambre	80	2 215 090 €	3,02%
59. CU DUNKERQUE	71	1 488 334 €	2,38%
59. DDTM du Nord	304	7 924 638 €	10,19%
NORD	1 280	31 694 245 €	42,92%
60. CA BEAUVAISIS	17	320 488 €	0,57%
60. Agglomération de la Région de Compiègne	195	4 118 543 €	6,54%
60. DDT de l'Oise	212	4 437 041 €	7,11%
OISE	212	4 437 041 €	7,11%
62. CA BOULONNAIS	140	3 044 031 €	4,69%
62. CU ARRAS	53	1 381 297 €	1,78%
62. CA LENS-LIEVIN	101	2 582 333 €	3,39%
62. CA Béthune-Bruay, Artois Lys Romane	231	6 194 481 €	7,75%
62. DDTM du Pas-de-Calais	530	10 627 890 €	17,77%
PAS DE CALAIS	1 055	23 830 312 €	35,38%
80. CA AMIENS METROPOLE	11	274 045 €	0,37%
80. DDTM de la Somme	145	3 545 131 €	4,61%
SOMME	156	3 819 176 €	5,23%
HAUTS-DE-FRANCE	2 982	72 285 463 €	100%

La Dotation régionale : 93,13 M€

- **2 982 logements rénovés** en Région grâce aux aides de l'Anah
- **+ de 72 millions d'euros de travaux** générés
- **Une dynamique régionale en hausse** par rapport à 2021 :
 - + 20 % toutes priorités confondues en HdF (5 % au niveau national)
 - + 58 % pour les Propriétaires Bailleurs (19 % au niveau national)
 - + 20 % sur le volet PO Autonomie
 - Le programme Habiter Mieux progresse de 8 % en comparaison de 2021 tandis qu'un recul de 25% est constaté au niveau national (hors copropriétés).

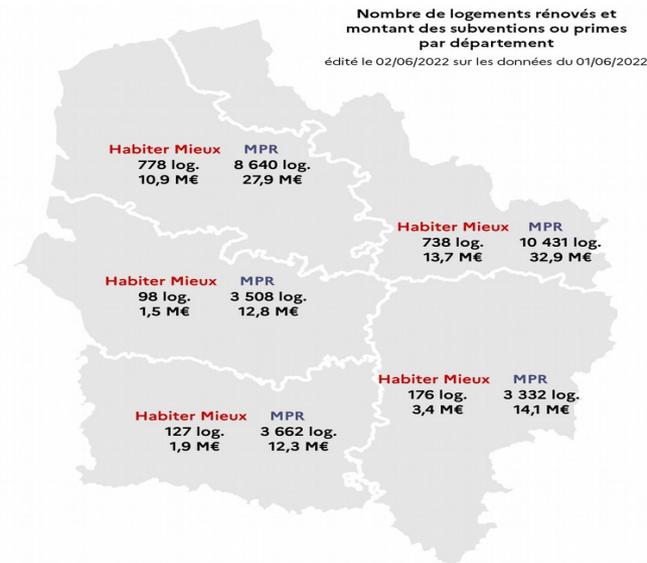
Source : Données Infocentre Anah au 6 Juin 2022 sur les données du 5 juin 2022

BILAN de la rénovation énergétique (HMS et MPR) en Région Hauts de France

01/06/22	TOUS TRAVAUX DE RENOVATION ENERGETIQUE du 1er janvier au 31 mai 2022			
	Nbre de logements rénovés	Montant de subvention prévu	Montant de travaux générés	poids relatif
Territoires de gestion				
02. CA ST QUENTIN	356	1 489 854 €	3 785 856 €	1,1%
02. CA SOISSONNAIS	216	1 225 681 €	2 923 701 €	0,7%
02. DDT de l'Aisne	2 936	14 739 846 €	35 958 611 €	9,3%
AISNE	3508	17 455 381 €	42 668 168 €	11,1%
59. CA DOUZAISIS	748	2 849 883 €	7 025 341 €	2,4%
59. CA PORTE HAINAUT	853	3 392 654 €	8 377 104 €	2,7%
59. MEL EUROPEENNE DE LILLE	3 130	13 103 902 €	33 311 640 €	9,9%
59. CA VALENCIENNES	1078	5 731 660 €	12 670 068 €	3,4%
59. CA MAUBEUGE	897	4 402 591 €	11 946 867 €	2,8%
59. CU DUNKERQUE	742	2 359 620 €	7 207 437 €	2,4%
59. DDTM du Nord	3 721	14 677 268 €	38 594 159 €	11,8%
NORD	11169	46 517 578 €	119 132 616 €	35,5%
60. CA BEAUVAISIS	352	1 220 723 €	7 090 493 €	1,1%
60. CA COMPIEGNE	244	745 990 €	2 391 350 €	0,8%
60. DDT de l'Oise	3 193	12 172 310 €	35 584 960 €	10,1%
OISE	3789	14 139 023 €	41 617 386 €	12,0%
62. CA BOULONNAIS	585	2 681 757 €	6 869 785 €	1,9%
62. CU ARRAS	472	1 714 487 €	5 111 804 €	1,5%
62. CA LENS-LIEVIN	1191	5 005 678 €	12 473 596 €	3,8%
62. CA Béthune-Bruay, Artois Lys Romane	1853	7 938 028 €	20 165 484 €	5,9%
62. DDTM du Pas-de-Calais	5 317	21 490 067 €	57 308 336 €	16,9%
PAS DE CALAIS	9418	38 830 017 €	101 929 005 €	29,9%
80. CA AMIENS METROPOLE	483	1 634 667 €	4 640 055 €	1,5%
80. DDTM de la Somme	3 123	12 660 556 €	34 613 510 €	9,9%
SOMME	3 606	14 295 223 €	39 253 565 €	11,5%
HAUTS-DE-FRANCE	31 490	131 237 222 €	344 600 740 €	100,0%

Source : Données Infocentre Anah au 6 Juin 2022 sur les données du 5 juin 2022

Sur les 5 premiers mois de l'année :
31 490 logements rénovés
Près de 345 millions d'euros de travaux générés
Plus de 131 millions d'euros de primes ou subventions versées.



BILAN ANAH en Région Hauts de France : zoom sur Habiter Mieux Sérénité

01/06/22		HABITER MIEUX SÉRÉNITÉ				
Territoires de gestion	logements rénovés	montants des travaux éligibles	Montants de Subvention	Part du territoire/Région	Gain énergétique	Evol en % 2021-2022
02. Agglomération du St Quentinois	12	291 213 €	156 017 €		46,2%	100,0%
02. CA Soissonnais	20	764 874 €	376 319 €		55,5%	66,7%
02. DDT de l'Aisne	144	6 413 507 €	2 825 538 €		57,7%	-7,1%
AISNE	176	7 469 594 €	3 357 874 €	9,18 %	53,13 %	1,73 %
59. CA DOUVAISIS	13	462 255 €	244 376 €		54,6%	-68,3%
59. CA PORTE HAINAUT	40	1 410 823 €	740 777 €		53,7%	-38,5%
59. MEL EUROPEENNE DE LILLE	266	9 233 231 €	5 039 881 €		46,8%	46,2%
59. VALENCIENNES METROPOLE	136	4 658 271 €	2 590 550 €		47,4%	0,0%
59. CA Maubeuge-Val de Sambre	52	1 863 928 €	1 032 739 €		46,9%	79,3%
59. CU DUNKERQUE	23	1 118 551 €	469 679 €		56,0%	-42,5%
59. DDTM du Nord	208	6 761 890 €	3 535 222 €		50,4%	77,8%
NORD	738	25 508 949 €	13 653 224 €	38,50 %	50,83 %	20,98 %
60. CA BEAUVAISIS						
60. Agglomération de la Région de Comp	10	277 723 €	138 456 €		45,3%	0,0%
60. DDT de l'Oise	117	3 449 417 €	1 748 086 €		47,6%	-22,0%
OISE	127	3 727 140 €	1 886 542 €	6,62 %	47,60 %	-22,09 %
62. CA BOULONNAIS	115	2 844 304 €	1 472 959 €		45,3%	-31,1%
62. CU ARRAS	38	1 078 931 €	537 061 €		53,2%	-20,8%
62. CA LENS-LIEVIN	84	2 427 614 €	1 272 038 €		52,4%	52,7%
62. CA Béthune-Bruay, Artois Lys Roman	171	5 683 525 €	2 714 745 €		60,3%	7,5%
62. DDTM du Pas-de-Calais	370	9 474 334 €	4 901 197 €		56,5%	13,5%
PAS DE CALAIS	778	21 508 708 €	10 898 000 €	40,58 %	56,50 %	3,05 %
80. CA AMIENS METROPOLE	7	246 151 €	118 781 €		51,7%	-65,0%
80. DDTM de la Somme	91	2 962 204 €	1 396 149 €		49,1%	51,7%
SOMME	98	3 208 355 €	1 514 930 €	5,11 %	50,40 %	22,50 %
HAUTS-DE-FRANCE	1 917	61 422 746 €	31 310 570 €	100,00 %	52,20 %	7,64 %

Un **gain énergétique après travaux supérieur à 50 %** en moyenne en Région Hauts de France

Les travaux de rénovation énergétique lourde (gain énergétique > à 35%) ont généré plus de **61 millions d'€ de travaux** depuis le début de l'année

Source : Données Infocentre Anah au 6 Juin 2022 sur les données du 5 juin 2022

BILAN MaPrimeRénov' en Région Hauts de France



	Dossiers engagés	Gestes engagés		Montant MaPrimeRenov' (dossiers)	Montant des travaux engagés (Dossiers)
		nombre	répartition		
Aisne	3 332	4 473	12%	14 097 508 €	35 198 574 €
Nord	10 431	13 079	35%	32 864 354 €	93 623 667 €
Oise	3 662	4 627	12%	12 252 481 €	37 890 246 €
Pas-de-Calais	8 640	10 776	29%	27 932 017 €	80 420 297 €
Somme	3 508	4 377	12%	12 780 293 €	36 045 210 €
Hauts de France	29 573	37 332	100%	99 926 653 €	283 177 994 €

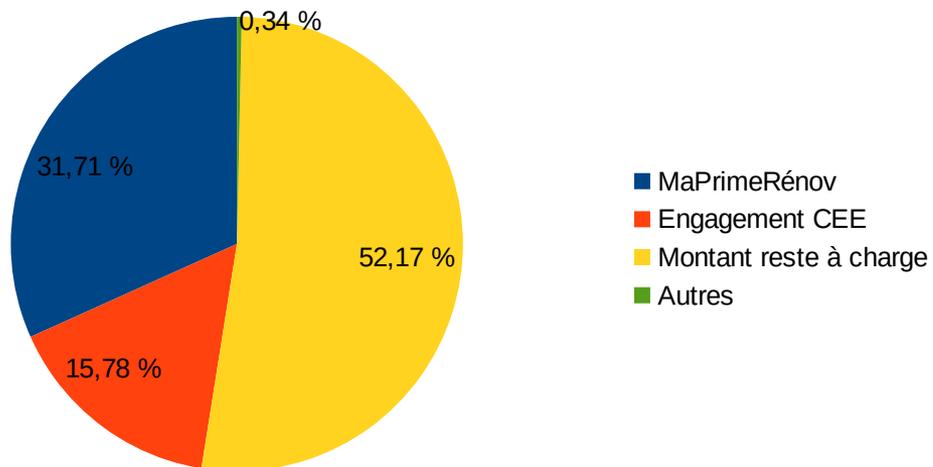
Au 1^{er} Juin 2022, pour les Hauts-de-France :

- 29 573 dossiers pour 37 332 gestes
- ➔ Majorité de dossiers à 1 seul geste et surtout des dossiers de PO
- Plus de 283 M€ TTC de travaux

BILAN MaPrimeRénov' en Région Hauts de France

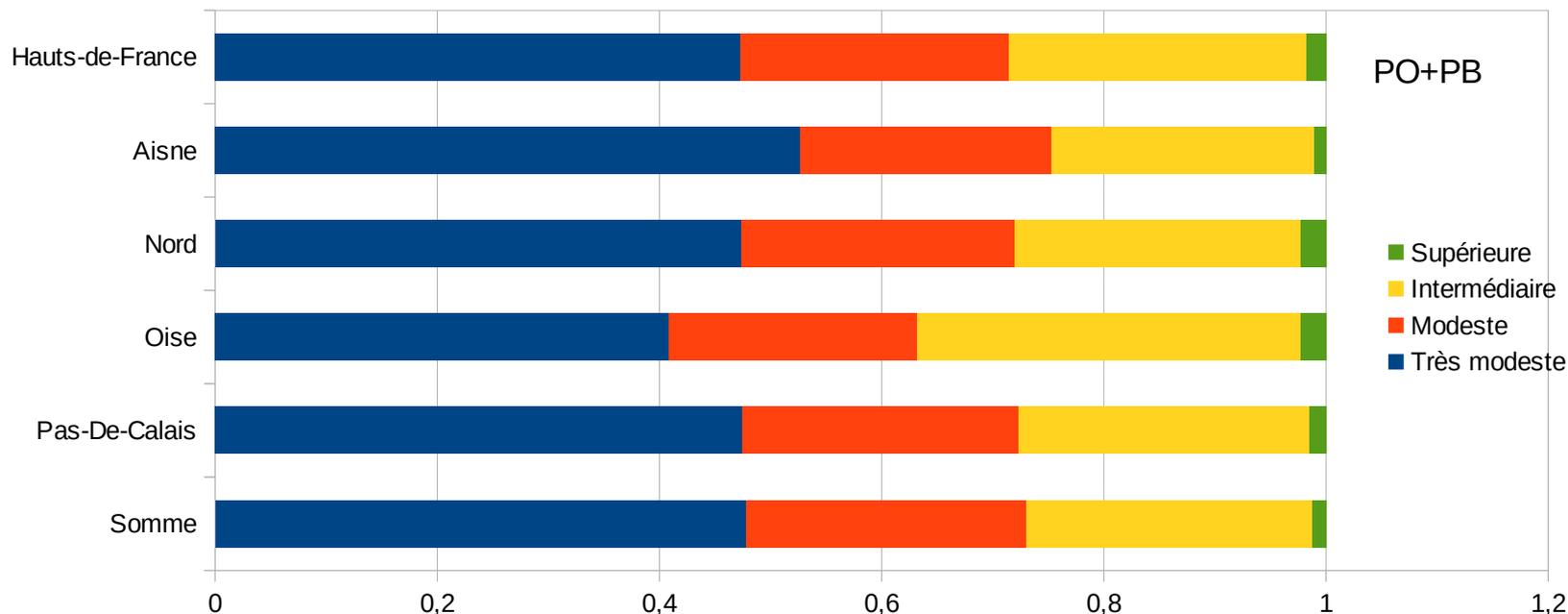


MaPrimeRénov' représente près d'un tiers du montant des travaux engagés :



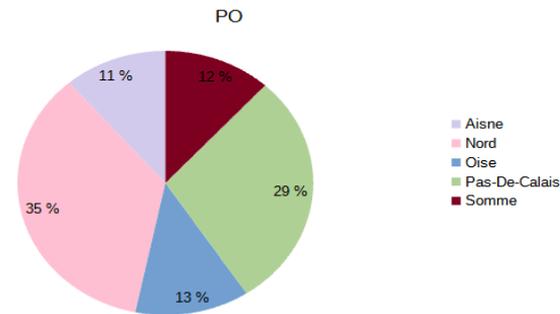
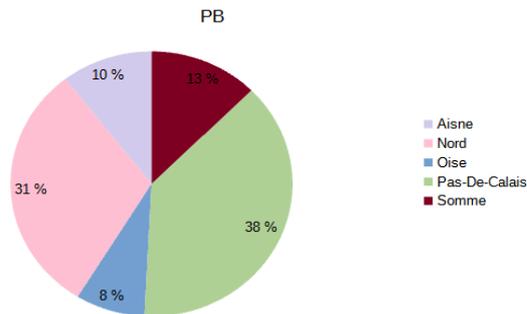
BILAN MaPrimeRénov' en Région Hauts de France

Plus de 71 % des dossiers sont déposés par les ménages PO et PB modestes ou très modestes éligibles aux aides classiques de l'ANAH



Infocentre Anah, édité le 2 juin 2022 sur les données au 1^{er} juin

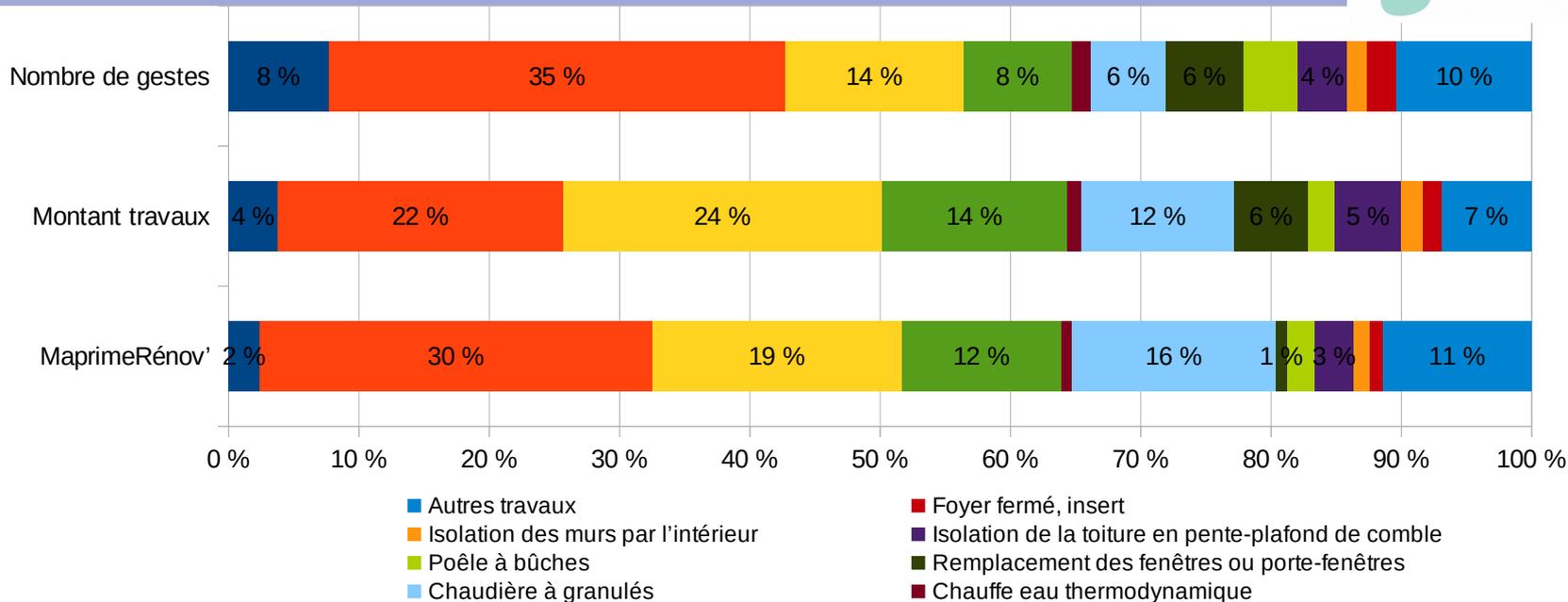
BILAN MaPrimeRénov' en Région Hauts de France



Au 1er Juin 2022, 502 Propriétaires Bailleurs ont bénéficié de MPR pour 182 Propriétaires Bailleurs ayant eu recours aux aides classiques de l'Anah.

Les interventions se concentrent principalement sur les départements du Nord et du Pas-de-Calais.

BILAN MaPrimeRénov' en Région Hauts de France



En région Hauts de France, près de 73 % des interventions concernent l'installation d'un système de chauffage ou de chauffe-eau. Concernant le système de chauffage, l'installation d'un poêle à granulés est le poste le plus subventionné (de 26 % à 33 % selon les départements).